

PROGRAMME

adopté à l'unanimité

Vers le communisme

Avec le capitalisme est née la classe appelée à le détruire, la classe ouvrière. Depuis qu'elle existe, elle a mené une lutte incessante contre l'exploitation : la Commune de Paris en 1871 fut le premier exemple au monde de la dictature du prolétariat.

L'impérialisme, fondé sur le capitalisme de monopole, étendant la domination du capital au monde entier, a exacerbé davantage encore l'ensemble des contradictions qui minent la société bourgeoise, accéléré la lutte des peuples, amorcé le processus même de son pourrissement.

La Révolution prolétarienne d'Octobre 1917 en Russie a marqué l'ouverture d'une époque nouvelle. Une brèche est ouverte dans la domination impérialiste. La dictature du prolétariat, devenue à l'échelle d'un pays entier réalité pour une longue période, a tracé la voie de l'émancipation des peuples opprimés.

La répression contre les ouvriers et les masses populaires dans les pays capitalistes, dont les formes les plus féroces furent revêtues par la dictature hitlérienne, les multiples guerres colonialistes, deux guerres mondiales déclenchées par les impérialismes concurrents pour le repartage du monde, loin de faire reculer les peuples, ont au contraire chaque fois vu surgir de nouvelles forces révolutionnaires.

Survenant au lendemain de l'écrasement des fascistes allemands et japonais, dans la guerre anti-fasciste de libération nationale qu'est devenue la Seconde Guerre mondiale, la libération de la Chine et la proclamation de la République populaire de Chine (1949) ont ainsi confirmé la tendance de notre époque à l'affranchissement de l'humanité, à la marche en avant vers le socialisme.

Un à un, les peuples se sont levés, ont détruit les vieux empires coloniaux, contraint les puissances impérialistes à la défaite, au recul et au déclin et parmi elles la France (en Indochine, Algérie, Afrique), développant les difficultés politiques à l'intérieur même des métropoles, aggravant leur crise et leur décomposition sur tous les plans.

La restauration du capitalisme en URSS, la scission opérée en 1963 au sein du Mouvement communiste international, à l'initiative du Parti d'Union soviétique, ainsi que par d'autres partis, ont suscité un grand espoir parmi les réactionnaires et les impérialistes. Mais elles n'ont pu ni empêcher les luttes de la classe ouvrière et des masses populaires dans les pays capitalistes, ni enrayer l'avancée de nombreux peuples sur la voie de la guerre populaire. La lutte de principe menée à l'époque contre le révisionnisme moder-

ne, a, au contraire, favorisé l'apparition de nouvelles forces révolutionnaires auxquelles il incombe désormais de guider les masses dans la voie de la révolution et de la libération.

Les grandes luttes de ligne menées par le Parti communiste chinois pour la consolidation du socialisme et la poursuite de la révolution, et particulièrement la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, ont enrichi l'expérience révolutionnaire du prolétariat mondial. Elles ont démontré clairement que la lutte des classes est l'axe pour le maintien de la dictature du prolétariat, que l'existence d'un parti réellement marxiste-léniniste profondément lié aux masses et menant une lutte ferme, y compris dans ses rangs, contre le révisionnisme, constitue la garantie la plus sûre pour le renforcement du socialisme.

Des dizaines d'années de luttes ont ainsi forgé dans la conscience du prolétariat et de tous les peuples, la certitude que les jours du capitalisme et de l'impérialisme sont comptés, que le capitalisme sera balayé et que le prolétariat instaurera un système infiniment supérieur, le socialisme, où ceux qui produisent les richesses seront maîtres de la société, où seront jetées les bases de la société sans classe, du communisme. Le PCR m'inscrit son combat dans la perspective radieuse du communisme.

Ce sont les luttes des peuples qui décident de l'avenir de l'humanité

Le monde actuel connaît quatre contradictions fondamentales :

— celle qui oppose les peuples et nations opprimés à l'impérialisme et au social-impérialisme,

— celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie dans les pays capitalistes et révisionnistes.

— celle entre les pays impérialistes et le social-impérialisme et entre pays impérialistes, en particulier entre les deux superpuissances.

— et la contradiction qui oppose les pays socialistes aux pays impérialistes et au social-impérialisme.

Les trois grandes composantes de la révolution prolétarienne mondiale sont : le mouvement des peuples, nations et pays opprimés, dont l'élément moteur est la lutte des peuples contre l'impérialisme et le social-impérialisme, le mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les pays capitalistes et révisionnistes, le mouvement de consolidation de la dictature du prolétariat dans les pays socialistes.

La défaite retentissante des USA en Indochine, la victoire récente de plusieurs luttes de libération nationale, notamment en Afrique (Mozambique, Guinée Bissau...), la poursuite de ces luttes dans d'autres pays, la constitution du Tiers Monde en force politique, le développement important de la lutte de classes dans les pays capitalistes, où les difficultés économiques et politiques de la bourgeoisie sont allées en grandissant, sont le signe d'un essor considérable de la lutte révolutionnaire des peuples.

D'importantes modifications se sont ainsi produites dans la situation internationale. L'apparition des deux superpuissances — l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique — aboutit au découpage du monde en trois grandes zones :

— Le premier monde est constitué des deux superpuissances, USA et URSS, dont la rivalité pour l'hégémonie s'accroît. Elles sont l'ennemi principal des peuples du monde.

— Le deuxième monde est

constitué par les pays capitalistes et impérialistes secondaires, soumis aux pressions des deux superpuissances.

— Le Tiers Monde joue un rôle grandissant sur la scène mondiale : riche de milliards d'hommes et recelant les ressources naturelles les plus importantes de la terre, les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine s'unissent pour s'opposer au pillage de leurs matières premières et à l'hégémonisme, pour imposer aux anciennes puissances coloniales des concessions et des reculs. Cette progression générale de l'unité politique du Tiers Monde, depuis la Conférence de solidarité afro-asiatique à Bandung en 1955, est une tendance historique.

Profitant de l'affaiblissement, à l'intérieur comme à l'extérieur, de l'impérialisme US, le social-impérialisme soviétique, socialiste en paroles, impérialiste dans les faits, avance à visage voilé. Directement ou par pays interposé, il multiplie les pressions, ingérences dans les affai-

res intérieures d'autres pays, et les interventions militaires. Tout en faisant grand bruit sur son désir de paix, il développe considérablement son armement. Il est l'ennemi le plus dangereux des peuples du monde.

La rivalité entre les deux superpuissances s'est ainsi considérablement accrue, au point d'aggraver fortement les risques d'une nouvelle guerre mondiale : l'enjeu stratégique de leur rivalité, c'est l'Europe, en raison de son potentiel économique, technologique, humain, et des liens coloniaux ou néo-coloniaux qu'elle entretient encore.

Aujourd'hui, les facteurs de guerre et les facteurs de révo-

lution croissent simultanément.

Les peuples du monde doivent prendre sérieusement en compte le caractère inéluctable d'une nouvelle guerre mondiale, renforcer leur vigilance et leur mobilisation, développer la lutte révolutionnaire afin de faire reculer les risques d'un affrontement de grande ampleur et de porter des coups aux deux superpuissances impérialistes.

Le prolétariat international et les peuples du monde, le mouvement des pays du Tiers Monde, les pays du second monde, sur la base de leurs intérêts propres, sont amenés, sous des formes et à des degrés divers, à s'opposer aux deux superpuis-

sances et aux menaces de guerre.

Ces forces tendent ainsi à converger en un front uni mondial anti-hégémonique. Le prolétariat international est la force dirigeante de ce front qui s'inscrit dans sa perspective stratégique et la force principale en est les peuples et pays du Tiers Monde.

Mais aujourd'hui, la tendance des peuples à la révolution se développe avec vigueur. Ce sont en fin de compte leurs luttes qui décident de l'avenir de l'humanité. Ils constituent une force irrésistible dont aucune manœuvre ou aventure de l'impérialisme ne pourra venir à bout.

Développons l'internationalisme prolétarien

Faisons reculer les risques de guerre

Fermement attaché à l'internationalisme prolétarien, le PCR ml combat pour la révolution socialiste en France, en tant que partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale.

Le PCR ml se fixe pour tâche d'unir la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de France à la lutte révolutionnaire des classes ouvrières des autres pays, capitalistes et révisionnistes, pour l'instauration du socialisme.

Il se fixe pour tâche d'organiser la solidarité de combat du prolétariat et des masses populaires de France avec la lutte des peuples, nations et pays opprimés par l'impérialisme français.

Il dénonce le caractère impérialiste de la politique française

dans ces pays, qui contraint notamment à l'émigration des milliers de travailleurs. Dans ce cadre, il apporte aux travailleurs immigrés en France toute l'aide dont ils ont besoin pour préparer la révolution dans leur propre pays. Il soutient leurs luttes comme partie intégrante du combat de la classe ouvrière de France, combat le chauvinisme et le racisme.

Il soutient la lutte des peuples et nations opprimés par l'ensemble des pays impérialistes et le social-impérialisme.

Il soutient leurs luttes contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le sionisme, l'apartheid, et toute la réaction.

Notre Parti soutient ferme-

ment la République populaire de Chine et les autres pays socialistes.

Il apporte son soutien au renforcement de la dictature du prolétariat dans les pays socialistes.

Il propage dans les masses les exemples vivants du socialisme qu'édifient la Chine et les autres pays socialistes.

Il dénonce les campagnes d'intoxication menées par la bourgeoisie et le révisionnisme contre les pays socialistes et organise la riposte à toute tentative d'encerclement et d'agression contre ces pays.

Dans sa lutte pour la révolution prolétarienne, le PCR ml éveille la vigilance des masses populaires de France par rapport aux risques de guerre et organise la lutte contre les visées hégémoniques et les plans de guerre des deux superpuissances ; en ce sens, il contribue au développement du front uni anti-hégémonique mondial.

La crise politique de l'impérialisme français

L'impérialisme français dans la lutte pour le partage du monde

L'impérialisme français, qui a vu son empire démantelé sous la poussée de la lutte des peuples pour l'indépendance, continue d'imposer sa domination coloniale à des peuples qui la rejettent : en Guadeloupe, à la Martinique, en Guyane, à la Réunion, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie...

Face à la lutte de ces peuples, face à celle des peuples des pays où il conserve encore une influence prépondérante, essentiellement dans ses anciennes colonies d'Afrique, face aussi aux mesures d'indépendance, même limitées, prises par les gouvernements de ces pays, l'impérialisme français tente de maintenir ses positions.

Il cherche à développer l'exportation de capitaux, notamment dans le cadre d'interventions européennes conjointes. Et il n'hésite pas à multiplier les expéditions militaires contre les

peuples africains. De plus, il tente de tirer parti de la grave menace que fait peser l'agression du social-impérialisme sur l'indépendance du continent africain, pour justifier ses propres agressions.

L'impérialisme français poursuit ses visées propres dans le bassin méditerranéen et cherche toujours au Moyen-Orient à recueillir les fruits de la politique gaulliste. Mais, compte-tenu de la relative faiblesse de son appareil industriel, il a du mal à bien se placer dans la concurrence inter-impérialiste.

Agissant à diverses occasions de concert avec l'impérialisme US dans différentes régions du Tiers Monde, il est cependant contraint de louvoyer, notamment dans les instances internationales, entre les positions des deux superpuissances et celles du Tiers Monde.

Le PCR ml lutte pour l'indépendance immédiate de toutes les colonies françaises. Il lutte contre toutes les formes d'intervention impérialiste de la bourgeoisie française :

— Arrêt de l'implantation de colonies de peuplement en Guyane !

— Retrait des troupes coloniales et liquidation des bases militaires, abrogation des accords dits de défense, dirigés contre les peuples !

— Dissolution de la Légion Etrangère !

— Abrogation de tous les traités inégaux dits de coopération, restitution aux peuples de leurs richesses nationales, réparation des dommages causés par le pillage impérialiste !

L'impérialisme français vit à la fois de l'exploitation de peuples du Tiers Monde et en France, principalement de l'exploitation de la classe ouvrière. C'est pourquoi ces peuples en lutte pour leur libération sont les alliés du peuple de France en lutte pour la révolution prolétarienne.

L'Europe

L'Europe, par son potentiel humain, économique et technologique, par ses colonies et néo-colonies est l'enjeu stratégique de la rivalité USA-URSS. C'est la mainmise sur l'Europe par l'une des deux superpuissances qui lui assurerait de manière décisive l'hégémonie sur le monde. C'est pourquoi les deux superpuissances ont massé en Europe un potentiel militaire considérable, en hommes et en matériel classique et nucléaire. Elles rivalisent sur les plans politique, économique et militaire.

L'impérialisme US, profitant des difficultés rencontrées par les pays européens du fait de la crise, manœuvre pour consolider son influence, malgré son propre affaiblissement. De son côté, le social-impérialisme soviétique, qui domine les pays de l'Europe de l'Est, manœuvre sur les thèmes généraux de la détente, de la coopération et de la sécurité en Europe, comme aux réunions d'Helsinki et de Belgrade, pour affaiblir les résistances à sa pénétration. Les deux superpuissances constituent l'ennemi principal des peuples. Mais d'apparition récente, fort, se masquant derrière les mots de socialisme et de paix, cherchant à évincer son rival américain, le social-impérialisme constitue l'ennemi le plus dangereux des peuples.

La crise économique, depuis

1973, a frappé tous les pays européens, accentuant les différenciations entre eux. La plupart des pays d'Europe du Nord, en particulier l'Allemagne de l'Ouest, forts d'un potentiel industriel plus compétitif et d'une agriculture hautement industrialisée, ont accru leur avantage sur les pays d'Europe du Sud, où l'industrie est moins concentrée et la paysannerie pauvre et moyenne plus nombreuse. Bien que ralentie, l'intégration économique européenne s'est poursuivie. En Europe du Sud, les rapports de classe sont plus instables qu'en Europe du Nord.

L'accord pour l'élection au suffrage universel du Parlement européen traduit une harmonisation limitée des politiques des États européens, sans marquer de progression décisive vers une Europe supranationale.

Le PCR ml combat les ingérences des deux superpuissances en Europe et leurs tentatives de mainmise.

Le PCR ml combat la collaboration entre les régimes européens pour étendre et coordonner les mesures de répression et d'exploitation.

Le PCR ml développe l'unité des peuples d'Europe contre l'hégémonie et la solidarité des prolétariats, dans la lutte pour la révolution prolétarienne, pour le socialisme.

tions de vie et de travail, chômage, destruction de la vie de famille...

Le puissant mouvement de mai 68 a manifesté au grand jour la contestation en profondeur de ce modèle de collaboration de classes et de cette société.

En même temps, l'impérialisme français s'est vu relégué au rang de puissance secondaire. Il voit sa sphère d'influence coloniale et néo-coloniale remise en cause. Il est confronté aux exigences de l'impérialisme US et aux pressions du social-impérialisme soviétique auxquelles il résiste mal.

La bourgeoisie française se trouve ainsi dans une période durable, où elle est vouée à réviser constamment ses choix et où elle ne parvient plus à tracer un projet de société crédible et durable.

● Au plan économique, les effets de la crise, la plus grave qui ait frappé le monde capitaliste depuis la guerre, continuent à se faire sentir.

Obligée d'abandonner progressivement son projet de construire une économie indépendante, la bourgeoisie française doit modifier ses choix d'avenir en fonction des pressions des superpuissances, en fonction également de l'évolution du rapport de forces avec le Tiers Monde.

Le chômage massif et l'inflation sont devenus des données permanentes.

La restriction de ses superprofits impérialistes et la nécessité de dégager rapidement des capitaux pour restructurer, réduisent les bases matérielles mêmes de la politique de corruption et d'alliances de classes de la bourgeoisie. L'extension, la corruption d'une aristocratie ouvrière à son service, sont devenues plus difficiles.

A la campagne, la pénétration accélérée du capitalisme accroît les ruptures entre paysans pauvres et moyens pauvres d'une part, et les capitalistes agraires d'autre part.

Soumises à une aggravation de leurs conditions de vie et de travail, les couches intermédiaires (employés, postiers, hospitaliers) se rapprochent de la classe ouvrière.

La crise politique de l'impérialisme français

Au sortir de la guerre, la bourgeoisie a pu, grâce au soutien de la ligne révisionniste qui s'est imposée alors à la tête du PCF, donner un nouvel essor au capitalisme. Elle a répandu un nouveau modèle de collaboration de classes, le modèle de la consommation, l'illusion que le

capitalisme pourrait désormais, par une expansion continue, assurer la prospérité à l'ensemble des classes de la société.

La classe ouvrière et les masses populaires ont pu faire l'expérience de ce que signifie pour elles ce nouveau cours du capitalisme : dégradation des condi-

● La crise idéologique a atteint en profondeur la société française. Alors que les illusions du modèle de la consommation se heurtent à la réalité concrète du chômage et de l'austérité, la bourgeoisie tente sans grand succès d'associer les masses populaires à sa politique de gestion de la crise.

Sous couvert de « correction des inégalités », de « l'amélioration de la qualité de la vie », de « solidarité nationale », elle s'efforce, à l'aide de mesures étriquées et dérisoires, de dissimuler la dureté de sa politique de classe contre la classe ouvrière et les masses populaires.

L'idéologie révisionniste, largement alimentée par les illusions du modèle de consommation, subit le contre-coup de ces difficultés.

Dans de nombreuses luttes, le PCF ne peut empêcher les travailleurs de poser la question : produire oui, mais pour quelle classe et que produire ? C'est alors la place de la classe ouvrière dans cette société qui est remise en cause.

Le désarroi et la révolte de la jeunesse, contre l'avenir que lui réserve le capitalisme, s'étendent largement. La participation active des femmes à la lutte de classes, certaines luttes du mouvement des femmes depuis 1968 remettent en cause les conceptions bourgeoises de la famille. De plus en plus nettement est mise à jour l'idée que c'est le capitalisme qui opprime femmes et jeunes du peuple ; que c'est le capitalisme qui brise les relations sociales et familiales ; isole les travailleurs dans les grandes cités ; détruit le cadre de vie.

● Incapable de définir un projet cohérent de société apte à fonder un consensus social, la bourgeoisie voit son système de domination politique confronté à de profondes difficultés qui se reflètent dans la division des forces bourgeoises et des partis qui les représentent.

Après les élections de mars 78, RPR et giscardiens, courte majorité de droite, continuent de se disputer ouvertement. L'échec des partis de gauche à ces élections a révélé plus crû-

ment l'antagonisme entre les projets du PS et du PCF, a entraîné la mise à la poubelle de l'histoire de leur Programme commun de 1972, a ouvert une grave crise entre ces partis et au sein même de ces partis, notamment du PCF.

Les institutions politiques bourgeoises révèlent plus ouvertement leur nature : un président pour coiffer l'action continue de la machine bureaucratique et policière ; un parlement pour l'essentiel de pure façade.

La bourgeoisie utilise de plus en plus les moyens d'information (télévision, radios, presse) pour imposer directement son point de vue. Elle tente systématiquement de manipuler l'opinion à l'aide de sondages.

La répression des luttes ouvrières et populaires, les menaces contre les libertés démocratiques, les atteintes aux libertés syndicales, les tentatives de « mise à jour » de l'arsenal juridique, sont un aveu de faiblesse de la bourgeoisie.

L'aiguïsement des contradictions de classes se reflète ouvertement au sein même de l'appareil d'État : des mouvements de contestation se produisent dans l'armée, des contradictions secouent la magistrature. Le système scolaire est en état de crise permanent.

Ainsi, dans tous les domaines, la société française est entrée dans une crise où l'exigence de l'alternative socialiste, où la nécessité du pouvoir de la classe ouvrière commencent à se faire jour.

Sur tous les plans, la classe ouvrière et les masses populaires se heurtent à l'organisation bourgeoise de la société, à la domination de l'État monopoliste. L'impérialisme en crise a accentué la contradiction entre ville et campagne. Développant le chômage, il organise en outre le développement inégal entre régions et dans les régions elles-mêmes ; certaines d'entre elles sont vouées à l'exode rural. Il opprime les spécificités culturelles régionales (histoire, langue...) et toute expression populaire qui échappent à son contrôle. Il réprime les aspirations nationales notamment en Corse.

En posant l'exigence de vivre

et travailler au pays, les masses populaires s'opposent aux conséquences de la dictature centralisée, bureaucratique de l'État monopoliste.

Malgré les divisions que la crise entraîne dans la classe ouvrière, c'est dans les luttes de la classe ouvrière qu'apparaissent avec de plus en plus de force la contestation du pouvoir bourgeois, les aspirations à une société radicalement nouvelle.

En occupant des usines, en ripostant à la violence réactionnaire, en remettant en cause l'organisation même de la production et ses conséquences sur la santé et l'environnement, une part croissante des ouvriers en viennent à poser l'exigence d'un pouvoir nouveau, celui de la classe ouvrière.

Dans les luttes, elle entre en opposition avec l'idéologie révisionniste et sa forme organisée, le PCF. Elle développe la démocratie ouvrière, libère son initiative, fait apparaître contre la bourgeoisie et le révisionnisme son autonomie et sa capacité à construire le socialisme.

La crise de la société française ainsi ouverte est marquée par la mise à jour, l'approfondissement et l'aggravation des contradictions qui définissent tant la base matérielle que la superstructure idéologique et politique. Elle résulte de l'aiguïsement et de l'interaction des contradictions fondamentales qui définissent l'impérialisme français. Elle agit, fondamentalement, sur les rapports de classes et la structure interne de la société telle qu'elle s'est mise en place avec le développement de l'impérialisme. C'est en ce sens qu'elle est politique.

Aussi, cette crise est nécessairement durable. Irréversiblement ouverte, elle doit, à terme, se transformer en crise révolutionnaire.

Lorsque la classe ouvrière, à la tête des masses populaires, aura fait à large échelle l'expérience de l'impasse et de la nature contre-révolutionnaire du révisionnisme moderne, elle s'engagera consciemment, guidée par son Parti communiste, vers la conquête du pouvoir.

Faisons de la révolution l'affaire de notre génération !

La tâche centrale de la classe ouvrière en France : l'insurrection prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat

Le capitalisme monopoliste d'État caractérise la société française d'aujourd'hui. Réunissant en un seul mécanisme d'exploitation, l'appareil d'État de la bourgeoisie et les monopoles, le capitalisme monopoliste d'État constitue, comme Lénine l'indique, « la préparation matérielle la plus complète, l'anti-chambre du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune étape intermédiaire ne sépare du socialisme. » La contradiction principale oppose en France le prolétariat à la bourgeoisie.

L'État bourgeois est l'instrument de la dictature de la bourgeoisie, de l'exploitation et de l'oppression violente contre la classe ouvrière. La bourgeoisie renforce actuellement cet appareil d'État et restreint les libertés démocratiques. Il n'en demeure pas moins qu'elle continue à exercer cette dictature sous la forme de la démocratie bourgeoise. La bourgeoisie ne se laissera jamais déposséder pacifiquement des moyens de production et utilisera tous les moyens répressifs de son État contre la classe ouvrière quand celle-ci menacera son pouvoir. Aussi la tâche centrale de la classe ouvrière en France, c'est la destruction de l'appareil d'État bourgeois par l'insurrection prolétarienne et l'instaura-

tion de son propre pouvoir. Dans la lutte, le prolétariat fera l'expérience de la violence révolutionnaire et de la nécessité de l'insurrection prolétarienne.

Le PCR ml combat les illusions d'un passage pacifique au socialisme.

Pour combattre les illusions électorales et propager son programme, le PCR ml participe aux élections bourgeoises lorsque cela s'avère nécessaire.

Le PCR ml s'oppose à toute utilisation ou intervention de l'armée contre les luttes populaires, contre les peuples ou pays du Tiers Monde.

Le PCR ml appelle les soldats à fraterniser avec ces mouvements. Il exige pour les soldats du contingent une réelle formation militaire et soutient leur lutte pour les droits démocratiques. Il s'oppose à la participation de l'impérialisme français à tout bloc agressif.

Aujourd'hui, l'Europe est l'enjeu stratégique de la rivalité des deux superpuissances. En cas d'occupation de la France par l'une des deux superpuissances, le PCR ml devra mobiliser toutes les forces patriotiques sous la direction de la classe ouvrière, dans la lutte de libération nationale contre l'occupant, partie intégrante de la lutte pour la révolution socialiste.

Le socialisme

La destruction de l'État bourgeois par la révolution prolétarienne ouvrira la période de transition du capitalisme au communisme, la période d'édifica-

tion du socialisme. Le gigantesque effort de transformation de notre société qu'entreprendront alors les masses populaires, ne saurait être mené à bien sans

l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière unissant dans une solide alliance de classes, le prolétariat et la petite paysannerie avec les autres couches populaires. C'est le pouvoir des ouvriers et des paysans. C'est la dictature du prolétariat.

Par l'expropriation des capitalistes et des propriétaires fonciers, l'essentiel des moyens de production et d'échange deviendront propriété du peuple tout entier.

A la campagne, la mise en place progressive de la coopération socialiste, permettra la transformation socialiste de l'agriculture.

Le socialisme abolira l'exploitation de l'homme par l'homme et toute oppression impérialiste.

Le système politique du socialisme diffèrera radicalement de tous les systèmes politiques qu'a connus notre pays après la Commune de Paris. Ce sera un pouvoir où les fonctions d'État seront remplies par tous les travailleurs, regroupés dans le cadre d'une entreprise, d'un quartier, d'un village... en communautés, structures de base de la société socialiste. Toutes les orientations importantes résulteront d'un débat préalable dans ces communautés, centralisé en une volonté unique par un système de délégations qu'elles établissent sous leur contrôle.

Dans toute la période d'édification du socialisme, de transition vers le communisme, les classes, les différences de classe et la lutte de classes continuent d'exister.

Sous le socialisme, le Parti communiste de type nouveau constitue un instrument indispensable aux mains de la classe ouvrière pour lui permettre d'exercer son rôle dirigeant. Dans la bataille sans merci qui se poursuit bien après la révolution, entre le prolétariat qui cherche à consolider son pouvoir, étendre les conquêtes du socialisme, et la bourgeoisie qui cherche à restaurer le sien, gagner à elle des éléments hésitants, influencer des couches au sein même du peuple, la classe ouvrière a besoin que les plus fermes, les plus conscients de

ses membres se regroupent dans un même parti, s'appuyant sur la théorie révolutionnaire et l'expérience des peuples du monde et éclairent la marche vers le communisme.

Tous les moyens seront pris pour faciliter l'exercice du pouvoir par les travailleurs : horaires et temps de travail conçus et aménagés dans ce but, utilisation des instruments modernes pour faire circuler rapidement l'information (télévision, cinéma, radio, presse...), possibilité de mener des enquêtes dans tous les domaines.

Le plein épanouissement de la démocratie prolétarienne a pour condition que s'exerce avec fermeté et vigilance la dictature du prolétariat sur les anciennes classes exploiteuses.

Le renforcement du socialisme exige que la lutte contre la persistance des idées bourgeoises, et les tentatives de restauration du capitalisme se mène fermement, y compris dans l'État, et au sein même du Parti.

Au sein du peuple, les contradictions se résolvent et l'unité se construit par la persuasion, sur la base de l'examen des réalisations concrètes et du bilan systématique des expériences. Après débat, si les décisions de la majorité s'imposent nécessai-

rement, les points de vue minoritaires sont respectés : seule la pratique peut établir le bien-fondé des choix et des décisions.

Pour les anciens exploités et ceux qui voudraient les imiter, c'est au contraire, la contrainte qui prévaut sur la persuasion.

Le développement de la démocratie socialiste implique l'élimination progressive par leur réduction continue, des écarts existant entre travail manuel et travail intellectuel, ville et campagne, le prolétariat et les autres couches du peuple travailleur, ainsi que les différences nombreuses qui existent en son sein.

La société socialiste permettra le développement harmonieux des régions, l'épanouissement de leur identité culturelle.

Le socialisme brisera les entraves millénaires qui empêchent la femme d'être l'égal de l'homme dans tous les domaines de la vie sociale.

En se libérant de l'exploitation capitaliste, le prolétariat de France contribuera à l'émancipation de l'humanité toute entière. La tâche de la dictature du prolétariat est de parvenir à la suppression des classes et des différences de classes, à l'avènement du communisme à l'échelle mondiale.

giales, auxiliaires, vacataires, contrats temporaires) sont de nouveaux moyens mis en place par la bourgeoisie pour diviser les travailleurs entre eux.

Les femmes ouvrières, les jeunes travailleurs et les travailleurs immigrés appartiennent en grande majorité aux couches les plus exploitées de la classe ouvrière.

Face à la crise, la bourgeoisie essaye de rendre les travailleurs immigrés responsables du chômage et sous ce prétexte, les expulse. Les travailleurs immigrés font partie intégrante de la classe ouvrière. Le développement de leurs luttes dans les usines et les foyers, contre la bourgeoisie, contre le racisme, pour l'égalité des droits, servent et renforcent l'unité de la classe ouvrière face aux manœuvres de division de la bourgeoisie de droite et de gauche.

La bourgeoisie profite cyniquement du handicap physique ou mental qu'elle a souvent contribué à créer, de certains travailleurs pour les surexploiter et les couper du reste de la classe ouvrière. D'ores et déjà, ils prennent toute leur place dans la lutte de la classe ouvrière.

Les ouvriers agricoles travaillent pour le compte des capitalistes agraires qui renforcent encore leur exploitation en embauchant massivement des ouvriers saisonniers, en pratiquant la politique des contrats.

Pour faire la révolution prolétarienne, la classe ouvrière doit construire son unité sur la base d'un programme révolutionnaire. La classe ouvrière n'a rien à perdre à la destruction du système capitaliste, que son exploitation et sa misère. Elle a un monde à gagner.

Construisons l'unité de la classe ouvrière

Dans les grandes entreprises, l'introduction de l'informatique et de l'automatisation, la parcellisation du travail entraînent une coupure de plus en plus importante entre travail manuel et travail intellectuel, ainsi qu'une différenciation au sein de la classe ouvrière entre les O.S. et les O.P. déqualifiés d'une part et une minorité d'ouvriers très qualifiés d'autre part.

Les O.S. sont les couches qui subissent le plus l'exploitation.

Les projets de la bourgeoisie de revalorisation du travail manuel et d'enrichissement des tâ-

ches ne remettent pas en cause ce fait.

Avec la restructuration de secteurs entiers de l'économie (horlogerie, imprimerie, aéronautique, machine-outil...), ce sont des milliers d'ouvriers souvent très qualifiés qui ne cessent de grossir les rangs des chômeurs.

Le fort développement du chômage est aujourd'hui un facteur de division important dans la classe ouvrière. Le système d'indemnisation divise les chômeurs entre eux. La mise en filiale, en sous-traitance, en régie, les statuts différents (intérim, sta-

Développons nos luttes

La crise de l'impérialisme français aiguise les contradictions de classe.

En luttant contre la crise, les travailleurs transcrivent dans leurs revendications, nombre de leurs aspirations révolutionnaires. C'est dans ces luttes que se sont dégagés les axes revendicatifs immédiats que défend aujourd'hui notre parti.

LUTTONS POUR NOS SALAIRES

Contre la constante dégradation de leur pouvoir d'achat, les travailleurs luttent pour :

- à travail égal, salaire égal,
- le maintien d'un salaire minimum interprofessionnel, avec augmentation substantielle du SMIC,
- l'augmentation uniforme des salaires,
- la réduction des écarts hiérarchiques, l'intégration des primes sur salaire (au taux maxi),
- l'abolition du salaire au rendement et des boni,
- des classifications simplifiées et plus justes.

LUTTONS CONTRE LE CHÔMAGE

Refusant le chômage, les travailleurs s'unissent :

- contre les fermetures d'entreprises,
- contre tout licenciement,
- pour vivre et travailler au pays,
- contre les expulsions des travailleurs immigrés,
- pour l'embauche définitive de tous les hors-statuts, des intérimaires et travailleurs sous contrat, qui le désirent.

Ils exigent également :

- l'arrêt des saisies, des expulsions et mises sous tutelle,
- pas de discrimination contre les chômeurs et leurs familles,
- le paiement intégral des jours et heures chômés,
- les 90 % pour tout travailleur licencié ; l'indemnisation des

jeunes et des femmes à la recherche d'un premier emploi,

- transport gratuit pour les chômeurs.

CONTRE LA DÉGRADATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

Défendant leurs conditions de travail, les travailleurs se battent pour :

- l'application effective des 40 heures tout de suite,
- des diminutions d'horaires sans diminution de salaire, vers les 35 heures,
- la 5^e semaine de congés payés,
- la 5^e équipe pour les postés, la diminution d'horaire pour les postés, contre l'extension du travail posté,
- la baisse des cadences,
- l'augmentation des effectifs.

LA SANTÉ C'EST L'AFFAIRE DES TRAVAILLEURS

Face à une médecine de profit à l'usine comme dans leurs lieux d'habitation, les travailleurs exigent une médecine de qualité :

- une médecine libre et gratuite, préventive, pour soigner, non pour réparer,
- la suppression de tout contrôle médical lié au patronat,
- la défense des acquis en matière de protection sociale,
- la suppression du délai de carence pour arrêt-maladie,

Ils luttent pour :

- la reconnaissance de toutes les maladies professionnelles,
- une large information sur les dangers des procédés et la toxicité des produits industriels manipulés,
- le veto des délégués Hygiène et Sécurité pour tout ce qui engage la vie et la santé des travailleurs : ils arrêtent le travail quand la sécurité est en jeu.

Les travailleurs refusent tout internement psychiatrique d'office et arbitraire et les ghettos pour handicapés.

CONTRE LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE VIE DES VIEUX TRAVAILLEURS

Le capitalisme a toujours rejeté, une fois usés, les travailleurs âgés, ne pouvant poursuivre l'exploitation de leur force de travail. La crise n'a fait qu'accentuer cette situation.

Ils réclament :

- le droit à une retraite décente (à 55 ans, avec 80 % du salaire des cinq meilleures années, au minimum le SMIC),
- soins et transports gratuits,
- exonération des impôts.

DÉFENDONS NOS DROITS

La lutte de la classe ouvrière et des masses populaires contre la crise passe aussi par la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques et des droits syndicaux et la conquête de nouveaux droits, en particulier politiques, dans l'entreprise.

- dissolution des milices et officines patronales à l'entreprise,
- défendons le droit de grève, liberté d'occupation,
- non au lock-out, annulation des poursuites judiciaires contre les syndicalistes et les grévistes, réintégration des syndicalistes et des travailleurs victimes de licenciements répressifs,
- liberté de manifestation, de réunion, de presse et de radio,
- abrogation des décrets et des lois répressifs,
- droit d'asile politique effectif pour toute personne du peuple,
- non au fichage de la population à des fins de contrôle et de répression,
- égalité des droits entre Français et Immigrés,
- généralisation à toutes les entreprises de la loi de décembre 1968 sur le libre exercice du droit syndical, y compris pour les travailleurs en formation,
- heure d'information syndicale payée (prise sur le temps de travail).

Faisons du syndicat un outil pour les travailleurs

Pour mener ses luttes, la classe ouvrière a besoin d'organisations syndicales. Mais les syndicats (CGT et CFDT) présentent une réalité contradictoire : d'une part, ils constituent un instrument de défense des intérêts immédiats des travailleurs ; de l'autre, ils sont dominés par les lignes révisionniste et réformiste contradictoires avec ces intérêts.

LA CGT : centrale syndicale prédominante, elle reste étroitement dirigée par le PCF qui cherche à en faire l'instrument de ses visées électorales et de ses tactiques successives.

LA CFDT : deuxième centrale syndicale, elle a pris en compte, après 68, une partie des aspirations nouvelles de la classe ouvrière. Mais depuis les « Assises pour le Socialisme » (automne 1974), les différentes tendances de la social-démocratie ont cherché à en faire leur champ de manœuvre.

Là contradiction s'est accrue entre les travailleurs, et la pratique d'attentisme, de manipulation et de division de révisionnistes et des réformistes dans la CGT et la CFDT.

Dans sa lutte, la classe ouvrière trouve en face d'elle des organisations de collaboration de classes (FO, CFTC), des officines patronales de type fasciste CFT-CSL.

Dans les syndicats, les communistes soutiennent et organisent la lutte des travailleurs, tracent la perspective de leur émancipation, développent la solidarité de classe et l'internationalisme prolétarien et remettent en cause la politique réformiste et révisionniste.

C'est sur cette base que les communistes militent activement dans les syndicats CGT et CFDT, en créant là où il n'y en a pas, y prennent les responsabilités que leur confient les travailleurs et luttent avec eux pour qu'existe et se développe la démocratie syndicale et ouvrière.

De nombreux syndicalistes s'opposent à différents niveaux à la pratique et aux orientations qui dominent actuellement les confédérations.

Ils œuvrent au renforcement et à l'unification, sur une base de classe, des syndicats ; ils défendent et développent les acquis des luttes de la classe ouvrière : large démocratie, prise en charge de l'action par les travailleurs eux-mêmes, coordination et unité populaire dans les luttes.

Ni fraction, ni « nouveau syndicat », ce courant exprime de plus en plus les aspirations révolutionnaires des travailleurs.

Le PCR ml l'appuie et l'aide à s'affirmer dans le sens de l'alternative révolutionnaire.

travaillent aussi en usine.

Réduits à des conditions difficiles, ils tendent à perdre leurs illusions sur la possibilité de maintenir la propriété privée des moyens de production.

LES COUCHES INTERMÉDIAIRES ENTRE LE PROLETARIAT ET LA PETITE BOURGEOISIE

L'accélération de la concentration capitaliste, l'accroissement du capital financier, l'extension du secteur de la grande distribution capitaliste entraînent un développement des couches intermédiaires entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie : employés de banques, des assurances, du commerce, employés du secteur public et de l'administration.

Ces couches ne font pas partie du prolétariat car elles ne produisent pas directement de plus-value ; elles ne possèdent aucun moyen de production ; elles n'ont aucun rôle d'encadrement ou de répression au service du capital et elles sont exploitées.

Avec la crise, la bourgeoisie est amenée à rentabiliser au maximum ces secteurs, détériorant les conditions de travail, attaquant l'emploi (introduction de l'informatique, auxiliaariat dans la fonction publique) et bloquant les salaires.

Dans les luttes qui se sont développées surtout depuis 74, les parties les plus avancées de ces couches, manifestent de plus en plus nettement l'aspiration à l'unité avec la classe ouvrière. Le Parti contribue à approfondir cette prise de conscience aux côtés de la classe ouvrière pour la révolution socialiste.

Le semi-prolétariat et les couches intermédiaires entre le prolétariat et la petite bourgeoisie

LE SEMI PROLETARIAT

La pénétration du capitalisme à la campagne et dans le secteur

de la distribution entraîne la croissance du semi-prolétariat, c'est-à-dire des ouvriers-paysans des artisans et commerçants qui

La paysannerie

PROLETARIAT ET DIFFERENCIATION DE LA PAYSANNERIE

La bourgeoisie a préservé pendant de nombreuses décennies

la petite exploitation familiale. En faisant croire ainsi à la paysannerie qu'elle était du côté des possédants, la bourgeoisie a empêché la réalisation de l'unité de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Dans les années 50, par l'introduction de la mécanisation, le développement du crédit, et la spécialisation des cultures et des élevages, la bourgeoisie a considérablement accentué la concurrence entre petites et grandes exploitations. Parallèlement, le capital monopoliste a constitué des firmes agro-alimentaires intégrant successivement les différents secteurs de la production agricole, exploitant et mettant sous sa dépendance un nombre de plus en plus grand de paysans.

Cette politique conduit à une différenciation accélérée de la paysannerie.

• Les paysans pauvres n'emploient pas de salariés, possèdent ou louent de petites parcelles de terre et ne sont pas en mesure de retirer de leur travail un excédent susceptible d'être capitalisé. Soumis au circuit de distribution traditionnel ou dépendant de grosses coopératives, la grande masse des paysans pauvres est en voie de prolétarianisation. Elle s'accompagne de la disparition de nombreuses petites exploitations et de la concentration des terres.

• Les paysans moyens possèdent ou louent des terres qui leur permettent en plus de l'entretien de leur famille, de réaliser un excédent pouvant être investi. Soumis à une concurrence accrue, ils sont entraînés à développer toujours plus la productivité et l'équipement de leurs exploitations par des emprunts et à s'endetter. Le Crédit Agricole est l'un des principaux instruments de mise en œuvre de cette politique. Certains parviennent à s'enrichir, mais bon nombre d'entre eux, tenus à la gorge par le crédit, se rapprochent économiquement de la paysannerie pauvre.

• A l'autre pôle, la bourgeoisie agraire, les grandes exploita-

tions liées au capital monopoliste et les grands propriétaires fonciers qui exploitent des ouvriers agricoles, s'enrichissent toujours plus au détriment de la grande masse des paysans. De plus, la recherche systématique du profit entraîne aujourd'hui une dégradation constante de la qualité des produits alimentaires.

Les luttes à la campagne se multiplient. Aujourd'hui, les paysans intégrés en s'affrontant aux firmes agro-alimentaires exigent un revenu garanti quels que soient les aléas de la production.

Les fermiers et métayers, en s'opposant aux reprises abusives des cumulards, font leur le mot d'ordre : «*La terre à ceux qui la travaillent*». Lorsqu'ils entrent en lutte, les paysans pauvres et moyens pauvres cherchent à nouer des liens avec la classe ouvrière en organisant par exemple des ventes directes aux ouvriers en grève.

Parmi les organisations syndicales agricoles, la FNSEA tente de masquer les contradictions entre les différentes couches de la paysannerie, ce qui provoque de nombreuses contradictions dans ses organisations et diminue son influence. Le MODEF sert de relais à la politique du PCF. En défendant l'exploitation familiale, il perpétue les idées réactionnaires sur la propriété privée et renforce les illusions chez les petits paysans au lieu de les combattre.

La paysannerie pauvre et moyenne pauvre est partie intégrante du combat pour la révolution socialiste.

Le PCR ml soutient la croissance d'un courant révolutionnaire à la campagne, s'attache à construire l'unité ouvriers-paysans et organise dans ses rangs les paysans communistes.

Seul le socialisme permettra aux travailleurs de la campagne d'œuvrer, selon leurs aspirations, à la satisfaction des besoins des masses.

La petite bourgeoisie

LES PETITS COMMERÇANTS

Les sources de profit que représente la grande distribution amènent la bourgeoisie à liquider progressivement une partie du petit commerce indépendant : le rythme de cette liquidation peut être néanmoins ralenti par la bourgeoisie afin de perpétuer son alliance avec cette couche.

LA PETITE BOURGEOISIE INTELLECTUELLE

La petite bourgeoisie intellectuelle est ébranlée par la crise idéologique de la société impérialiste. Le PCR ml se fixe pour tâche de rallier une partie des enseignants, animateurs sociaux..., à la cause de la révolution et du socialisme. Il soutient les initiatives de ceux qui, dans le domaine artistique, culturel et des connaissances, cherchent à mettre leurs capacités au service du peuple. Il vise à faire participer à la lutte pour l'émancipation du prolétariat ceux des chercheurs qui entrent en contradiction avec les orientations, l'organisation et l'utilisation de la recherche scientifique par la bourgeoisie.

Les professions libérales

Médecins, dentistes, chirurgiens, avocats, architectes. Si certains d'entre eux appartiennent à la moyenne, parfois même à la grande bourgeoisie, la plupart des médecins, avocats, urbanistes..., s'assimilent plutôt à la petite bourgeoisie aisée. Aujourd'hui, un certain nombre

de médecins, de juristes, d'urbanistes essayent de mettre leurs compétences «au service de la population». Ce mouvement — d'ampleur encore limitée — est soutenu et encouragé par notre Parti.

Les ingénieurs, techniciens, cadres et agents de maîtrise

Le renforcement de l'exploitation capitaliste, l'extension des activités commerciales, financières, liées au pourrissement de l'impérialisme, de même que la séparation inhérente au régime capitaliste entre travail manuel et travail intellectuel conduisent à l'extension des couches de techniciens, ingénieurs, cadres et agents de maîtrise, etc.

La maîtrise a principalement un rôle d'encadrement et de répression, les ingénieurs et cadres de l'industrie sont les organisateurs de la marche des entreprises au mieux des intérêts capitalistes tandis que les cadres supérieurs de la Fonction publique sont les rouages décisifs de l'appareil d'Etat. Ils sont des auxiliaires fidèles de la bourgeoisie.

Certains techniciens ont un rôle principalement répressif ; mais nombre d'entre eux participent au travail productif.

Les techniciens, souvent exploités, peuvent rejoindre le combat révolutionnaire. Face aux licenciements, les techniciens, certains agents de maîtrise et parfois des ingénieurs sont amenés à se ranger aux côtés des travailleurs en lutte, bien que de façon souvent inconséquente. Dans quelques cas particuliers, certains ingénieurs et cadres, particulièrement sensibles à la crise idéologique de la société, se tournent vers la classe ouvrière. Le Parti, sur ces bases, les encourage à rompre avec leur classe.

Luttons contre l'oppression des femmes dans la société capitaliste

De plus en plus nombreuses, les femmes subissent l'exploitation capitaliste : conditions de travail parmi les plus dures, métiers soi-disant «féminins», salaires, la plupart du temps inférieurs à ceux des hommes... Elles sont les premières touchées par les licenciements.

A travail égal, salaire égal !

Accès à tous les métiers, sans discrimination !

Droit à l'emploi !

Les femmes au foyer constituent un important volant de chômage camouflé et non indemnisé. L'organisation capita-

liste de la société, en faisant l'économie de crèches, restaurants à bon marché, ainsi que de tous les équipements revendiqués par la classe ouvrière, impose aux femmes travailleuses une double journée de travail, et aux femmes au foyer, l'esclavage domestique.

Pour soutenir sa domination, la bourgeoisie tente :

— De limiter le rôle de la femme dans la famille à son seul rôle de mère de famille et d'épouse, l'isolant ainsi de la vie sociale et politique.

— De développer une concep-

tion de la famille qui serait coupée de la lutte des classes.

— De maintenir la domination de l'homme sur la femme au sein du couple.

Aujourd'hui, face à cette situation, les femmes aspirent à participer plus profondément à la lutte de classes : les femmes travailleuses participent à part entière aux luttes et affirment leur capacité à les diriger. Sur les quartiers, dans les entreprises, elles s'organisent pour battre en brèche l'idéologie de l'infériorité de la femme et l'oppression spécifique que renforce le capitalisme.

Le Parti aujourd'hui doit concentrer les aspirations des femmes afin qu'elles libèrent leur initiative pour créer les conditions matérielles, politiques et idéologiques, de leur large participation à la lutte pour l'unité populaire, contre la crise, pour la révolution.

Le Parti soutient et développe les luttes pour la résolution des problèmes qui touchent particulièrement les femmes :

— pour le développement des crèches et équipements sociaux,

— pour que les familles populaires aient les moyens d'élever le nombre d'enfants qu'elles désirent,

— pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, y compris pour les mineures et les immigrées.

— pour la mobilisation contre le viol, autres crimes et manifestations sexistes.

La lutte des femmes du peuple contre leur oppression est inséparable de la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste.

Pas de libération des femmes sans socialisme !

Pas de socialisme sans libération des femmes !

Le capitalisme bouche l'horizon de la jeunesse

Des centaines de milliers de jeunes ne trouvent pas d'emploi. La plupart sont déqualifiés et contraints à l'instabilité professionnelle (intérim, contrats à durée limitée), pour beaucoup, dès la sortie de l'école, ce qui retarde leur intégration à la classe ouvrière et à ses organisations de lutte. Beaucoup doivent quitter leur région d'origine pour chercher du travail dans les grandes villes ou s'embaucher dans les administrations. La bourgeoisie oblige nombre de jeunes à fournir un travail gratuit (Lycées d'Enseignement Professionnel, Centres de Formation d'Apprentis). En dehors des critères d'ancienneté, à travail égal, les salaires des jeunes sont plus souvent inférieurs à la moyenne. Le sort des jeunes ouvriers et des apprentis est particulièrement catastrophique.

Dans les luttes ouvrières, les jeunes travailleurs se sont montrés parmi les plus combatifs et les plus déterminés contre le patronat. Avec la crise, la bourgeoisie accentue la répression contre la jeunesse ; en développant constamment un racisme anti-jeunes, elle tente de dresser la masse des travailleurs contre la jeunesse ouvrière et populaire.

Le vieux monde capitaliste n'offre aucun idéal à la jeunesse qui se révolte et lutte dans de nombreux domaines et notamment contre l'école capitaliste et son avenir de chômage.

Cependant la bourgeoisie tente de dévoyer cette révolte vers des solutions marginales.

A l'armée, les luttes se sont poursuivies contre les conditions de vie imposées aux soldats, contre l'embrigadement idéolo-

gique, pour les libertés démocratiques.

Les étudiants constituent, comme disait Lénine, «une plaque sensible» de la société, c'est-à-dire qu'à certains moments, leurs débats et leurs luttes reflètent de manière particulièrement aiguë les contradictions de classes de la société.

A plusieurs reprises est apparue, dans les luttes de la jeunesse, la volonté de se lier à la classe ouvrière et de soutenir la lutte des peuples du monde. Dans les dernières luttes contre l'école capitaliste, le poids des jeunes issus des masses populaires est allé en s'affirmant.

Confrontés à ces aspirations révolutionnaires, les révisionnistes — malgré de gros efforts — ont des difficultés accrues à développer leur influence et à empêcher l'expression et l'approfondissement des contradictions politiques dans leurs rangs.

Pour propager largement le point de vue communiste parmi les jeunes, le Parti dirige l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire et impulse son développement. Il lui fixe pour tâche de prendre part aux luttes des jeunes, de les organiser largement dans ses rangs, de libérer leur initiative, et de leur donner une formation marxiste-léniniste.

A l'université et à l'école les communistes affirment le point de vue révolutionnaire de la classe ouvrière et critiquent le caractère réactionnaire de l'enseignement qui y est dispensé. Dans l'armée, ils soutiennent les justes revendications des appelés.

Luttes contre la dégradation du cadre de vie

Le capitalisme entraîne une dégradation constante du cadre de vie qui touche en premier lieu les travailleurs :

— à l'usine où se conjuguent l'insécurité du travail et les nuisances industrielles.

— l'aggravation de la contradiction ville/campagne (exode rural) contraint de plus en plus de travailleurs à venir grossir les agglomérations de taille inhumaine.

— les plans d'aménagement du territoire se font au mépris des populations concernées.

— les conditions de logement et d'habitat s'aggravent, avec la rénovation, expulsant les travailleurs pour laisser à leur place bureaux et logements de standing.

— les conditions de transport, le prix et l'allongement du temps de trajet sont l'objet de luttes.

— les mouvements de consommateurs rencontrent un écho certain ; ils sont le reflet d'une exigence croissante sur la qualité des produits.

Cette dégradation accélérée par la crise actuelle provoque un renouveau du phénomène associatif qui traduit une volonté grandissante des masses de contrôler les décisions prises dans tous ces domaines.

Notre Parti soutient ces luttes et y participe activement :

— droit à des logements de qualité, à des loyers abordables et proches des lieux de travail.

— développement prioritaire des transports en commun.

D'autre part, les rapports de l'homme et de la nature sont aujourd'hui gravement menacés.

Face à la lutte des peuples et pays producteurs de pétrole et pour se construire une technologie exportable, la bourgeoisie a mis en place en toute hâte, un vaste programme électro-nuclé-

aire au mépris de la sécurité de centaines de milliers de personnes.

Les travailleurs du nucléaire voient chaque jour empirer leurs conditions de travail et les accidents se multiplient.

Les centrales nucléaires, centres de retraitement ou de fabrication de combustibles exposent la population à des pollutions et risques d'accidents de tous ordres. Ces risques pourraient être catastrophiques.

Face à cette situation, les luttes contre la dégradation du cadre de vie et particulièrement contre les dangers du programme électro-nucléaire de la bourgeoisie, n'ont cessé de se développer.

En dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, les écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels.

Notre parti soutient et développe ces luttes.

— arrêt de tout rejet dangereux et polluant.

— déroutement des superpétroliers loin des côtes.

— pour la sécurité de tous les transports de produits polluants ou dangereux.

— large information sur tout nouveau produit industriel mis en place.

— non au programme électro-nucléaire de la bourgeoisie.

— accélération des recherches dans le domaine des énergies nouvelles.

Unité populaire

La situation des masses populaires crée les conditions d'une solide unité de lutte autour de la classe ouvrière contre la politique de crise de la bourgeoisie.

L'Union de la gauche a fait faillite provoquant ainsi un vide politique. Ainsi, la seule perspective qui s'affirme pour les masses dans leur lutte contre la bourgeoisie, c'est de compter sur leurs propres forces, sur leur unité.

L'idée d'unité populaire s'est concrétisée dans de nombreuses initiatives et dans l'amorce de rapports nouveaux entre divers éléments du peuple que notre Parti n'a cessé et ne cessera d'encourager : la solidarité et les actions communes des travailleurs en lutte dans différentes usines, la solidarité des travailleurs français avec les luttes des travailleurs immigrés, les liens de solidarité et de soutien mutuel, entre ouvriers et paysans en lutte ; l'engagement et l'organisation des immigrés, des jeunes et des femmes dans la lutte de classes ; le développe-

ment important des mouvements pour la défense du cadre de vie, contre le programme nucléaire de la bourgeoisie et les regroupements qu'ils favorisent ; les luttes des masses populaires pour «vivre et travailler au pays» ; la solidarité des masses populaires contre les actes de répression de la bourgeoisie, la mobilisation contre les crimes racistes, sont autant de signes tangibles de la progression de l'unité populaire.

Construire cette unité populaire, c'est rassembler dans un large front tous ceux qui veulent faire aboutir leurs luttes, tous ceux qui se posent la question du socialisme et des moyens d'y parvenir.

Le PCR ml s'engage dans cette tâche. Il considère la construction de cette unité populaire comme une tâche indispensable dans la préparation de la révolution prolétarienne. Elle est partie intégrante de l'alliance de classes que notre Parti propose de construire afin de renverser l'ordre social bourgeois.

Luttons contre le révisionnisme moderne

A partir du moment où, il y a près d'un siècle, le marxisme s'est affirmé, dans le mouvement ouvrier comme la seule théorie capable de guider la classe ouvrière dans son émancipation, la principale manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat a pris la forme du révisionnisme.

C'est le révisionnisme qui a gangrené la plupart des partis de la II^e Internationale avant la Première Guerre mondiale et l'a menée à la faillite.

Le révisionnisme moderne se réclame en paroles du marxisme-léninisme, mais il le vide de tout son contenu révolutionnaire.

Il sape la confiance de la classe ouvrière dans sa capacité

à diriger la révolution, à détruire l'Etat bourgeois, à instaurer la dictature du prolétariat et à mener l'humanité au communisme.

Il concentre les idées de soumission que la domination bourgeoise produit dans la classe ouvrière, et cherche à renforcer la division de la classe ouvrière.

Il oppose le poids de son organisation à l'expression des aspirations et au développement des initiatives révolutionnaires de la classe ouvrière.

Il nie dans les faits, l'internationalisme prolétarien et propage le chauvinisme.

L'aristocratie ouvrière constitue la base sociale de l'idéologie révisionniste et le meilleur agent de sa propagation dans la classe ouvrière.

soutenant l'oppression coloniale (Indochine, Algérie, Madagascar) au nom de la prétendue Union Française, il a aidé l'impérialisme français à restaurer sa domination.

Au gouvernement de 1944 à 1947, le PCF a appliqué cette ligne révisionniste que Thorez a systématisée dans son interview au *Times* en prônant ouvertement le passage pacifique au socialisme.

Pourtant, de nombreux ouvriers aspirant à la révolution ont milité dans les rangs du PCF depuis sa création et ont pu mener avec lui de justes actions.

Mais jamais le PCF ne s'est montré capable — et notamment en 1936 — de tracer aux masses la perspective de la révolution prolétarienne armée et du socialisme en France.

C'est au terme d'un long processus, avec la scission opérée par les révisionnistes khrouchtchéviens en 1963 au sein du Mouvement communiste international, que disparaît toute possibilité de détruire de l'intérieur la ligne révisionniste du PCF.

La dégénérescence révisionniste du PCF

La ligne révisionniste s'est imposée à la direction du PCF à la Libération. En faisant dissoudre

et désarmer les organisations de résistance, en incitant à la «bataille pour la production», en

C'est alors que se constituent dans notre pays, les premières forces marxistes-léninistes.

Le PCF : une base de classe non prolétarienne

Depuis longtemps, le PCF n'est plus un parti composé principalement d'ouvriers. Sa base de classe a changé au profit de l'aristocratie ouvrière et des couches petites-bourgeoises.

L'aristocratie ouvrière est une couche corrompue par l'impérialisme, issue de la classe ouvrière mais qui s'en distingue par des avantages matériels et des critères idéologiques qui la rapprochent de la petite-bourgeoisie. Elle se constitue avant tout :

– Parmi les membres des appareils syndicaux coupés de la production et pratiquant la collaboration de classes.

– Dans les rangs des ouvriers les mieux payés et occupant un poste d'encadrement.

– Au sein des appareils municipaux du PCF et des sociaux-démocrates, et dans les organismes ou sinécures divers, liés à la pratique de collaboration de classes.

La petite-bourgeoisie (enseignants, cadres, ingénieurs, professions libérales...) prend une place toujours plus importante dans ses rangs et dans son encadrement.

L'abandon de toute référence, même formelle à la dictature du prolétariat, la critique faite par le PCF à la notion de prolétariat, qu'il juge dépassée, marquent ainsi, jusque dans ses références théoriques, les intérêts de classe de ceux qui le composent de plus en plus ou qu'il tente de gagner à son projet.

Le projet de capitalisme d'État du PCF

Le projet stratégique du PCF, qu'il a tenté d'engager sans succès dans le cadre de la coalition électorale d'Union de la gauche, c'est le capitalisme d'État.

Réforme du capitalisme monopoliste d'État, il consiste dans la fusion en un mécanisme unique des monopoles nationalisés, de l'appareil d'État et du parti révisionniste. Un tel système de domination économique et politique du capitalisme implique l'apparition et le développement d'une nouvelle bourgeoisie recrutée dans les rangs mêmes de l'appareil du PCF, dans les couches ralliées de cadres, d'ingénieurs, de fonctionnaires, parmi les dirigeants syndicaux. Elle s'étend aux serviteurs en place de l'État qui pourraient la rejoindre.

Une telle recombinaison de la bourgeoisie doit se fonder sur l'extension du secteur nationalisé et sur le contrôle des secteurs clefs de l'administration.

Dans un tel projet, l'encadrement systématique des masses se conjugue avec les moyens répressifs de l'État. Cet encadrement s'effectue par le détournement de la démocratie, la substitution, à la libre expression des aspirations des masses, d'un système de pressions et de contraintes, et cela à l'intérieur même des organisations de masse, au travail, sur le quartier, dans tous les aspects de la vie. Les traits caractéristiques d'un tel système se rencontrent dans l'ensemble des pays dans lesquels le capitalisme a été restauré : en Union soviétique et en

Europe de l'Est. Le dévoiement des armes de la dictature du prolétariat désormais dirigées contre le peuple est la caractéristique commune de ces formes de capitalisme d'État. C'est bien ce modèle fondamental que le PCF entend réaliser.

Sur le plan international, l'instauration du capitalisme d'État en France aboutirait, par la force des choses, au renforcement de l'influence du social-impérialisme, quel que soit le discours nationaliste du PCF et la volonté de la grande majorité de ses membres.

L'échec des partis de gauche aux élections législatives de mars 78 a ajourné le début d'exécution de ce projet, mais il reste l'unique projet stratégique du PCF.

Les rivalités entre les partis de gauche

La signature du Programme commun et la formation de l'Union de la gauche, en 1972, recouvraient des buts différents pour ses signataires.

— Pour le PCF, l'Union de la gauche, ainsi réalisée, était le moyen de se hisser au pouvoir, de participer à un gouvernement «de gauche» et d'imposer ainsi progressivement, dans le cadre d'une alliance dont il serait l'élément dominant, son projet de capitalisme d'Etat.

— Pour le PS, parti social-démocrate, qui n'a pas un projet de société sensiblement différent des partis bourgeois au pouvoir, l'Union de la gauche était le moyen par lequel ce parti, laminé par un vieux passé gouvernemental, pouvait se donner un visage «de gauche» et reconstituer ses forces. Remis en selle par le PCF, le PS n'a cessé de se renforcer au détriment de celui-ci, au point de devenir, après la campagne présidentielle de 1974, le parti dominant dans l'Union de la gauche. Parti charnière, le PS est en mesure de se passer éventuel-

lement de son partenaire, le PCF, en participant à un gouvernement giscard-centriste.

Aussi le PCF était-il placé dans cette contradiction de gagner les élections pour faire avancer son projet de capitalisme d'Etat tout en réduisant l'influence du Parti socialiste. Mais la polémique lancée par le PCF, révélant ses ambitions propres, a porté un coup d'arrêt au déplacement en faveur du PS de voix de droite, a entraîné une régression électorale du PCF et ainsi eu pour conséquence la défaite électorale de l'Union de la gauche. Au lendemain des élections de mars 1978, l'Union de la gauche, brisée et vaincue, appartient au passé. Bien qu'ils soient fortement divisés, PCF et PS pourront être amenés à conclure de nouvelles alliances électoralistes, mais il est tout à fait improbable que celles-ci présentent le caractère de l'accord réalisé en 1972. Aujourd'hui, davantage de travailleurs savent à quoi s'en tenir sur l'illusion mensongère du Programme commun.

Le PCF face aux luttes des masses

Pour réaliser son projet, le PCF doit à la fois encadrer le mouvement des masses et investir l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Aussi, il s'en prend dans ce mouvement à tout ce qui contredit ses propres objectifs. Tout en recherchant à rallier la petite bourgeoisie et même certaines fractions de la bourgeoisie, il tente sans cesse de vastes opérations de récupération en essayant de faire passer son propre programme pour les aspirations des travailleurs.

— Sa prétendue défense des libertés démocratiques, parfaitement démentie quand c'est sa

pratique qui est remise en cause, ne vise qu'à accroître ses possibilités de développer ses positions, à assurer une plus large participation de sa part à la vie politique de la bourgeoisie. Sa défense des corps répressifs de l'Etat, mal utilisés selon lui, contredit l'expérience qu'en font les travailleurs dans les luttes.

— Dans les municipalités qu'il domine, le PCF monopolise les moyens d'information et détourne systématiquement la démocratie. Il tente de maintenir son emprise sur les masses en marchandant l'aide sociale, en

essayant de noyauter les organisations de masse. Son attitude face aux luttes, son soutien aux mesures policières de quadrillage, sa gestion capitaliste démentent quotidiennement ses discours.

— Les conceptions qu'il défend sur l'intérêt national, l'organisation du travail, le pouvoir ou la productivité dans l'entreprise, la confusion qu'il sème sur le caractère capitaliste des entreprises nationalisées, l'amènent à détourner de leurs objectifs les revendications des travailleurs (salaires, licenciements, hiérarchie...).

— Ses positions sur les petits et moyens patrons, le conduisent à ignorer ou saboter purement et simplement des grèves qui ont lieu dans ces entreprises.

— La défense par le PCF de l'exploitation familiale à la campagne renforce les illusions sur une communauté d'intérêt de toute la paysannerie.

— Le PCF, dans sa contribution à l'idéologie bourgeoise sur le plan de l'école, de la famille, de la culture, du cadre de vie, tente de vider tous les mouvements qui se déclenchent dans ces secteurs de tout leur aspect progressiste ou révolutionnaire.

Lorsque ses intérêts électoraux sont en jeu, le PCF n'hésite pas à peser de tout son poids pour étouffer les mouvements qui se déclenchent. Plus généralement, il tente de s'appuyer sur les luttes et d'en prendre le contrôle pour qu'elles servent son projet ou bien lorsqu'elles lui échappent, il s'emploie à les morceler, à les diviser, à les isoler pour les conduire à l'échec.

Pour faire la révolution, il faut combattre le révisionnisme

Pour préparer les masses à la révolution prolétarienne, le Parti doit détruire les influences révisionnistes dans la classe ouvrière et particulièrement l'influence du PCF.

Une des conditions pour déclencher victorieusement l'insurrection, c'est que les larges masses aient fait l'expérience de la nature bourgeoise du PCF et de ses propositions.

Pour éclairer dès aujourd'hui cette expérience par les larges masses de la nature du PCF, le PCR ml combat pied à pied l'influence du révisionnisme dans la classe ouvrière, développe les contradictions qui opposent les aspirations des travailleurs aux propositions du PCF et à son comportement dans les luttes.

Dans la lutte contre le révi-

sionnisme, le PCR ml porte une attention particulière à développer les contradictions internes du PCF.

L'importante crise surgie à l'intérieur de ce parti, à la suite de l'échec électoral de la gauche de mars 78, suscite d'amples controverses sur le centralisme démocratique, la nature de l'Union soviétique, la politique d'alliances du PCF. Le développement de vives contradictions entre des militants et la direction de ce parti se fait au grand jour. Le PCR ml en agissant toujours de manière fraternelle et sans sectarisme aide ces militants à saisir l'origine de ces contradictions et à critiquer et rejeter le révisionnisme.

Pour faire la révolution il faut un Parti révolutionnaire

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste fonde son action sur le marxisme-léninisme et le maoïsme qui synthétisent l'acquis du mouvement révolutionnaire des masses et représentent l'intérêt de classe du prolétariat.

Il lie la théorie révolutionnaire à la pratique de la lutte de

classes pour élaborer la ligne de notre révolution.

Il participe étroitement aux luttes de la classe ouvrière et des masses populaires.

Il pratique la critique et l'auto-critique.

Le Parti applique la ligne de masse : ce sont les masses qui font la révolution. Le Parti diffuse largement parmi elles ses

propositions politiques, s'appuie sur leurs aspirations révolutionnaires, recueille les idées des masses et synthétise leurs idées justes afin de les matérialiser en objectifs de lutte, d'organisation et d'action.

Le centralisme démocratique est le principe d'organisation du parti prolétarien : il permet, par la concentration des idées jus-

tes, c'est-à-dire celles qui vont dans le sens des intérêts de classe du prolétariat, la réalisation de l'unité du Parti dans la définition et l'application de sa ligne.

La démocratie prolétarienne, c'est la discussion large sur la façon dont s'applique la ligne et la participation de tous à sa définition. Elle implique à la fois un large débat et une application stricte des décisions qui en découlent.

Dans le cadre du centralisme prolétarien, la direction trace les orientations à partir de la concentration des idées justes recueillies. Elle s'appuie pour cela sur l'expérience et l'initiative de tout le Parti.

Renforcer le centralisme démocratique, c'est parvenir à un haut degré de centralisme sur la base d'un degré élevé de démoc-

ratie : l'individu se soumet à l'organisation, la minorité à la majorité, l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, l'ensemble du Parti au Comité central élu par le Congrès.

En combattant les conceptions et influences étrangères au marxisme-léninisme dans ses rangs, le PCR ml mène consciemment la lutte entre les deux voies, les deux lignes, les deux classes. La lutte entre les deux voies est le moteur de son édification.

Le PCR ml lutte pour la construction d'un parti de type nouveau qui libère l'énergie révolutionnaire des masses et représente dans tous les moments de la lutte de classes une alternative au révisionnisme que les masses reconnaissent comme telle. Pour réaliser cet objectif,

le Parti s'oppose radicalement au parti révisionniste.

Dans la lutte pour la construction du Parti communiste de type nouveau, le PCR ml œuvre à l'unité de tous ceux qui se réclament du marxisme-léninisme, sur la base d'une juste ligne idéologique et politique.

Le PCR ml développe l'essentiel de son activité dans la classe ouvrière. Il développe en premier lieu ses organisations dans les entreprises.

Le Parti se renforce aussi des travailleurs des campagnes, des intellectuels révolutionnaires et de tous les éléments du peuple qui rejoignent le camp du prolétariat.

Il éduque l'ensemble de ses membres dans l'idéologie prolétarienne.

Le PCR ml développe l'internationalisme prolétarien.